

JOURNAL DE CAMPAGNE

Bulletin bimensuel d'actualités et d'information de la Campagne pour la paix en Colombie

Numéro 14 - Informations du 27 janvier au 13 février 2014

« BREVES DE PAIX »

Tendances, points forts, infos diverses... L'actualité du processus de paix en quelques lignes !

✚ **Un hebdomadaire colombien révèle que certains négociateurs auraient été sous surveillance.**

Le mardi 4 février, l'hebdomadaire colombien « Semana » a révélé que certains membres du groupe négociateur auraient été sous surveillance (courriel électronique et téléphones portables). Selon l'enquête du journal, menée depuis plus d'un an et vérifiée par une vingtaine de sources, Humberto de la Calle (chef de la délégation gouvernementale à La Havane), Sergio Jaramillo (Haut commissaire pour la paix) et Alejandro Éder (directeur de l'Agence colombienne pour la réintégration) seraient parmi les victimes des écoutes.

Le président Santos a affirmé que « l'information qui a surgi d'une opération de renseignement selon laquelle des fonctionnaires de l'Etat ont vraisemblablement été sous surveillance, est totalement inacceptable » et que des « forces obscures » tentent de déstabiliser le processus de paix. Il a ordonné à son Ministre de la défense, Juan Carlos Pinzón, et aux commandants des Forces militaires et de l'Armée, de mener une enquête sur l'affaire.

Selon « Semana », il est peu probable que le gouvernement ait ordonné de mettre les négociateurs sous surveillance, étant donné que ceux-ci sont des hommes de confiance du président et qu'ils gardent un contact régulier avec ce dernier sur les avancées du processus.

Il paraît dès lors que les responsables des écoutes seraient des membres du secteur militaire soucieux de connaître les détails des négociations, soit pour en déduire quel serait leur avenir dans le cas de la fin du conflit, soit pour sortir l'information de son contexte et ainsi mettre en danger l'avancée des dialogues.

✚ **L'Équateur recevrait les négociations de paix entre la Colombie et l'Armée de Libération Nationale (ELN).**

Au cours des premiers mois du processus de paix, beaucoup avait été dit sur la participation de l'Armée de Libération Nationale (ELN), deuxième guérilla du pays, dans celui-ci. Malgré les rapprochements entre le groupe et le gouvernement et les vifs appels des négociateurs des FARC en faveur d'un dialogue ouvert aux autres acteurs du conflit, l'ELN n'a jamais été officiellement invitée à La Havane.

Cependant, dans une interview accordée à une radio colombienne, le Ministre des affaires étrangères équatorien, Ricardo Patiño, a laissé entendre que cela pourrait changer. En effet, il a indiqué que « *les rapprochements du gouvernement Santos pour que l'Équateur soit garant et pays-hôte des dialogues avec la guérilla de l'ELN* » avancent.

Il a également profité de l'occasion pour nier tout lien entre le gouvernement de Rafael Correa et la guérilla en question.

👉 **Les FARC proposent un « pacte de régularisation de la guerre civile »**

Le 3 février dernier, les délégués des FARC à La Havane ont annoncé avoir mis sur la table ce pacte afin de proposer au gouvernement des normes de conduite humanitaires. Cela alors que, depuis le début des négociations en Novembre 2012, la guérilla a décrété par deux fois une trêve unilatérale des hostilités.

Selon eux, cette proposition permettrait de songer immédiatement à un cessez-le-feu bilatéral sous observation de la communauté internationale. Coté gouvernement, la position reste la même, inflexible, depuis le début : il n'est pas question que cessent les hostilités pendant que les négociations se déroulent à Cuba. La délégation n'a d'ailleurs pas réagi à cette proposition, gardant là aussi sa ligne qui est de ne faire aucune déclaration à la presse.

La question du cessez-le-feu a d'autant plus de relief que depuis le début de l'année 2014, le conflit s'est intensifié de manière aigue, que cela soit par des actes de terrorisme ou de sabotage des FARC ou par des opérations militaires d'envergure du Gouvernement.

« ÇA S'EST DIT ! » Déclarations et petites phrases...

👉 **« S'il y a amnistie pour les FARC, elle doit aussi inclure les militaires »**, Angelino Garzón, vice-président colombien.

« *Tous dans le même lit, ou tous par terre* » a soutenu Angelino Garzón, à propos d'une éventuelle amnistie signée avec les FARC. Pour le vice-président, le chemin de la vérité, du pardon et de la réconciliation doit inclure guérilleros, militaires et paramilitaires.

👉 **« Pourvu que lors du prochain sommet à Costa Rica nous puissions dire que le conflit armé est terminé ; nous travaillons pour que cela soit ainsi »**, Juan Manuel Santos, président colombien.

De passage à Cuba pour le II Sommet de la Communauté d'Etats latino-américains et des Caraïbes (Celac), qui a eu lieu les 28 et le 29 janvier, le président colombien a lancé cet appel pour que, en Colombie comme dans le reste des pays de la communauté, les efforts en faveur de la paix soient maintenus. Il a également invité ses homologues à infléchir leurs politiques de lutte contre les drogues afin d'explorer des nouvelles alternatives dans le combat contre ce fléau.



« ACTUS DE CAMPAGNE »

Point sur la Campagne d'information et de plaidoyer en France

👉 **Avant la dernière ligne droite, un point sur la Campagne en France !**

Associations adhérentes : en 2013, ce sont [13 associations en France](#) - Ile de France, Nord, Rhône-Alpes, Centre ou Bourgogne - qui ont adhéré à la Campagne

Signatures d'élus : 1 signature de plus depuis fin janvier grâce à l'association Entre Todos ! A ce jour, ce sont donc 19 élus français qui nous ont retourné leur signature. Parmi eux, 2 sénateurs, 1 député, 5 maires et 11 conseillers municipaux (dont 6 maire-adjoints) 11 départements différents sont représentés (Ardèche, Drôme, Meurthe-et-Moselle, Nord, Rhône, Paris, Somme, Essonne, Seine et Marne, Val-de-Marne, Val d'Oise).

Et des RDV ! Afin de sensibiliser les élus locaux et nationaux aux problématiques colombiennes et au mouvement social et associatif actifs envers ce pays, nous avons obtenu 2 RDV dans la seconde quinzaine de février par l'Ecole de la Paix de Grenoble. L'un avec le Député de l'Isère, Olivier Véran, l'autre avec le Directeur des Relations Internationales de la Ville de Grenoble...A suivre.

Nous espérons encore quelques signatures !

👉 **Stand au Festival pour la paix en Colombie – Mémoire et Justice Sociale – Du 14 au 16 février**

Toutes les associations adhérentes à la Campagne sont invitées à nous rejoindre sur le stand collectif qui sera tenu lors de ce festival qui se déroulera à Montreuil.

Avec un programme riche et varié, ce festival sera l'occasion de voir des débats, des conférences, des spectacles, et de connaître les activités de différentes associations tout en dégustant des spécialités colombiennes.

[TOUTE L'INFORMATION ICI](#)

➤ **PROCHAIN BULLETIN LE 03 MARS !**

www.reseaufrancecolombie.wordpress.com

reseaucolombie@gmail.com

Rédaction: Juan Felipe Duque/Olivier Lagarde